

Parlement/Sécurité alimentaire

Vers la création d'une alliance parlementaire



Une phase de l'échange à l'Assemblée nationale.



Tout comme ici, au terme de la rencontre au Sénat.

Stéphane MASSASSA  
Libreville/Gabon

*C'est l'une des principales informations qui ressort de la double visite, en fin de semaine dernière, au Sénat et à l'Assemblée nationale, du coordonnateur sous-régional de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Helder Muteia.*

LES deux Chambres du Parlement ont reçu, vendredi dernier, la visite d'une délégation de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), conduite par son coordonnateur sous-régional, Helder Muteia. reçus à l'Assemblée nationale par Faustin Boukoubi et au Sénat, par le premier vice-président de la Chambre haute du Parlement, Léonard Andjembé, ces diplomates et

experts onusiens sont, entre autres, venus discuter de la création d'une alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire au Gabon. Aussi, il s'est agi pour eux et les responsables des deux institutions du Parlement, d'envisager dans les prochaines semaines, l'organisation d'une session d'information et de sensibilisation sur les problématiques liées à la sous-alimentation dans

le monde, à l'endroit des députés et sénateurs. Laquelle session devra également servir de préparation à la participation des parlementaires gabonais, au Forum de Brazzaville (Congo), prévu se tenir au mois de Novembre prochain. Lors de cette session de sensibilisation, il sera concrètement question d'éclairer la lanterne des parlementaires sur "la situation des systèmes ali-

mentaires, la question de la crise alimentaire dans le monde en général et au Gabon en particulier où, selon Helder Muteia, l'incidence d'insécurité alimentaire chez les enfants de moins de 5 ans est de 18 %, celui de surpoids est de 46,4 % chez les femmes et de 33,7 % chez les hommes; sur 20,3 % de femmes, 9,6 % sont obèses". Le taux d'anémie quant à lui, a-t-il ajouté, "est presque de 51 % chez les femmes en

âge de procréer et l'allaitement maternel exclusif particulièrement bas de 6 %". Rappelons par ailleurs, que le Gabon et la FAO ont adopté conjointement un Cadre de Programmation Pays (CPP) pour la période 2017-2022, avec pour objectif d'aider le Gabon à atteindre sa vision basée sur le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE).

Trois questions à... la députée du 2e arrondissement de la commune d'Oyem

Estelle Ondo : «C'est avec beaucoup de responsabilité que je prends ma mission à l'Assemblée nationale»

Propos recueillis par E. EBANG MVÉ  
Oyem/Gabon

**L'union.** Ancienne ministre de la Famille, chargée de la Décennie de la femme, quel est votre état d'esprit depuis votre sortie du gouvernement ?

Estelle Ondo : Estelle Ondo se porte très bien. Comme tout le monde le sait, je ne suis plus au gouvernement. Comme le disait un de mes collègues, "le jour où vous rentrez au gouvernement, c'est le même jour que vous en sortez". C'est pour dire que, personne ne va au gouvernement pour y demeurer. Il y a une vie après le gouvernement. Je me suis battue pour être député du 2e arrondissement de la commune d'Oyem. Je suis donc actuellement à l'Assemblée nationale. C'est avec beaucoup de responsabilité que je prends cette charge, parce que, ce sont les populations d'Oyem qui m'ont envoyée là-bas. C'est avec beaucoup d'honneur, de responsabilité, de joie et de plaisir, que je travaille tous les jours dans cet hémicycle. C'est aussi une expérience de la vie politique et de l'acteur politique que je suis. C'est une expérience enrichissante. Vraiment, il faut y être, pour comprendre que c'est nécessaire d'être un acteur dans cette institution de la République. Je m'y sens donc très bien.

**Quelles relations entretenez-vous aujourd'hui avec les populations de votre circonscription électorale ?**

- Il est vrai que beaucoup diront qu'ils



La députée Estelle Ondo telle que nous l'avons rencontrée à Oyem.

ne me voient pas depuis ma sortie du gouvernement. Il fallait d'abord que je prenne mes marques au niveau de l'Assemblée nationale. Ensuite, je vais faire une entrée politique d'ici la fin du mois d'octobre. A partir de-là, avec les populations d'Oyem, en général, et celles du 2e arrondissement en particulier, nous allons souvent être ensemble pour discuter et voir quels sont les problèmes auxquels elles sont confrontées au quotidien, et les éventuelles solutions à y apporter. Voir ce que je peux porter au niveau de l'Assemblée nationale, pour défendre les intérêts de cette population qui m'a élue. Nous al-

lons tout simplement continuer à travailler comme je l'ai toujours fait depuis mon entrée au gouvernement. Rien ne va changer. C'est avec beaucoup d'abnégation, de force et de détermination, que nous allons relever les défis qui seront devant nous.

**Vous avez été vue aux côtés du ministre en charge de l'Economie, Roger Owono Mba, lors de sa tournée dite "républicaine" à Oyem et dans le département du Woleu, alors que vous n'êtes pas du même bord politique. Qu'est-ce qui justifie cette présence ?**

- C'est vrai que je suis rentrée au gouvernement à la faveur de la main tendue du chef de l'Etat. Comme tout le monde le sait, j'étais dans l'opposition, plus précisément à l'Union nationale. J'étais vice-président de ce parti. Au regard de la situation politique qui prévalait après les événements de 2016, j'ai estimé que nous sommes un petit pays, même dans un grand pays, on ne peut jamais souhaiter une guerre et le désordre. C'est vrai que nous pouvons revendiquer quelque chose. Mais, à un moment donné, il faut s'arrêter et changer de paradigme tout simplement, pour faire avancer les choses. C'est donc à la suite de cette main tendue que je suis rentrée au gouvernement pour travailler à côté du chef de l'Etat. C'est lui-même qui m'avait fait l'honneur de me nommer à ces prestigieuses fonctions de ministre. Et, lorsque j'avais fait acte de candidature aux dernières élections législatives, je m'étais définie comme Centriste. Parce que, j'estimais que l'opposition radicale, à mon avis, n'apportait pas grand-chose, et que nous avons besoin d'être ensemble pour faire

évoluer les institutions, et consolider la démocratie et l'Etat de droit. Je me considère donc toujours comme une Centriste. C'est une position qui me plaît. Pas pour être un équilibriste, mais c'est la vision qui sied à notre pays, qui est une jeune démocratie et on a besoin de toutes les forces vives de la nation pour faire évoluer les choses. Je ne suis donc pas au Parti démocratique gabonais (PDG). Je suis une Républicaine qui était la ministre de tout le monde. Aujourd'hui, je suis la députée de tout le monde, des Pdgistes comme des non-Pdgistes. Je suis le député du 2e arrondissement de la commune d'Oyem, les problèmes qui seront posés et les solutions qui y seront trouvées le seront en faveur de tous les Oyemois, voire de tous les Gabonais. Lorsque nous votons et défendons des lois, nous le faisons au nom de la nation, et particulièrement, au nom de la circonscription qui m'a élue pour siéger au palais Léon-Mba. Il faut savoir élargir sa tente et avoir un esprit ouvert. Lorsque j'ai été invitée à prendre part aux réunions préparatoires de la tournée et eu vent de ce que le ministre Owono Mba effectuait une tournée à Oyem pour se présenter au département du Woleu, j'ai été invitée aux réunions préparatoires de cet événement. En tant que républicaine et député d'Oyem, je suis donc venue pour l'accueillir. Nous devons savoir transcender nos partis politiques pour l'intérêt de notre pays, de notre département et de notre commune. Le jour où l'on va arranger les routes, qui sont défectueuses, c'est tout le monde qui passera sur ces routes-là. Le jour où l'on aura accès à l'eau potable, c'est chaque citoyen qui va en bénéficier.